

pays qui s'est engagé à promouvoir l'aide extérieure au développement.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, pendant que nous parlons de la crédibilité du Canada en matière de politique étrangère, je rappelle encore une fois la conduite honteuse des députés néo-démocrates ce matin lorsque, pour des raisons purement partisans, ils ont empêché la discussion à la Chambre des communes d'une déclaration importante sur la politique étrangère concernant l'Indochine et le Cambodge.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Le député sait bien que, des sept grands pays industrialisés, le Canada vient au deuxième rang, après la France, quant à la proportion du budget national que nous consacrons à l'aide publique au développement.

Le député sait qu'en ce qui concerne la remise des dettes, la tendance à n'accorder que des subventions et la prise d'initiatives, que ce soit en Indochine, en Amérique centrale, en Afrique ou n'importe où ailleurs, il arrive très souvent que notre gouvernement donne l'exemple au reste du monde. Nous avons l'intention de continuer dans cette voie et de rester en mesure de le faire.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, le ministre se fait du tort en déformant ce qui s'est passé ici ce matin. Il sait que c'était une motion proposée par son collègue qui l'a empêché de faire la déclaration qu'il voulait faire.

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il ne se rend pas compte que la réputation même à laquelle il a fait allusion dans sa réponse, qui ne répondait pas à la question que je lui avait posée au sujet des compressions budgétaires, est justement ce que nous voulons tous protéger. Je lui demande de répondre à la question. Résistera-t-il aux pressions qui sont exercées sur son ministère pour diminuer l'aide extérieure au développement? Va-t-il annoncer à la Chambre aujourd'hui qu'il n'y aura pas de diminution et que, s'il y en a une, il aura la décence de démissionner pour protester?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je n'ai pas bien compris le député depuis qu'il a arrêté d'utiliser un microphone.

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): L'opposition officielle était prête aujourd'hui à me laisser faire la déclaration sur le Cambodge. Je me demande si je pourrais avoir le consentement unanime de la Chambre, en particulier celui du Nouveau Parti démocratique, pour déposer et faire figurer en annexe au hansard la déclaration que j'aurais faite aujourd'hui sur l'initiative du Canada, notamment une initiative d'aide en Indochine, mais que je n'ai pu faire parce que le Nouveau Parti démocratique a voulu témoigner d'un esprit partisan plutôt que de s'occuper de la politique étrangère de notre pays.

Des voix: Non!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement.

La liaison permanente, le pont qu'on propose de construire pour relier le Nouveau-Brunswick à l'Île-du-Prince-Édouard, représenterait un investissement important en infrastructure de près de 1 milliard de dollars, et la majorité des Prince-Édouardiens et autres Canadiens sont d'avis que ce projet relancerait l'activité économique de l'Île-du-Prince-Édouard et de la région de l'Atlantique. Si le projet est réalisable, ce serait certes un investissement des plus opportuns pour les intéressés dans la conjoncture actuelle.

Je crois savoir que le projet s'autofinancerait sur une période de 35 ans et que, de fait, il permettrait d'éliminer même les subventions que le gouvernement fédéral verse actuellement pour les traversiers. Tous souhaitent que le projet ne présente aucun danger pour l'environnement. Un comité d'examen environnemental en a fait l'étude, et je crois savoir qu'un rapport devait nous être présenté en septembre 1989.

Voici ma question: Où en est rendu cet examen, quand le rapport sera-t-il présenté et peut-on accélérer les choses, compte tenu de la situation économique actuelle?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je veux remercier le député pour son excellente question.

M. le Président: Nous prévoyons tous que la réponse commencerait de cette façon.

Des voix: Bravo!